

Social

Penser en termes de transformations conjointes

Jean-Marie Barbier Formation et apprentissages professionnels UR Cnam 7529 Chaire Unesco ICP Formation professionnelle, Construction personnelle, Transformations Sociales

17 mai 2022

La recherche des causes : un mode habituel de penser le rapport au monde. La culture occidentale, savante et quotidienne, donne à la notion de cause un caractère structurant du rapport que les sujets entretiennent avec le monde qu'ils habitent et transforment.

► | Société | Citoyenneté | Recherche

Valeurs identitaires et violences

Jean-Marie Barbier Formation et apprentissages professionnels UR Cnam 7529 Chaire Unesco ICP Formation professionnelle, Construction personnelle, Transformations Sociales

14 avril 2022

Le constat des terribles violences imposées aux peuples en Europe et ailleurs, conjugué à l'affichage répété de 'valeurs', de quelque bord qu'elles soient, conduit à une question dérangeante : celle du lien entre exercice de violences et énoncé de valeurs.

► | Société | Citoyenneté | Formation | Recherche

L'intérêt à l'action désintéressée

Jean-Marie Barbier et Martine Dutoit, Formation et Apprentissages professionnels EA 7529 Chaire Unesco-ICP Formation Professionnelle, Construction Personnelle, Transformations Sociales

11 mars 2022

L'approche des élections présidentielles offre une opportunité de réflexion autour de l'action portée au nom de l'intérêt général, à la fois de par l'intervention de l'Etat et de par la mobilisation des différents acteurs.

► | Société

Confinement partiel, couvre-feu: comment le gouvernement arbitre entre différentes expertises

François Nicolle, enseignant et chercheur au LIRSA

2 mars 2021

Dès le début de la crise de la Covid-19, le Président de la République, et plus généralement, les décideurs publics, ont orienté leurs décisions à partir de l'avis d'experts scientifiques. Or depuis quelques mois ils semblent s'en émanciper tandis que de nouvelles mesures apparaissent – comme le confinement le week-end à Nice ou Dunkerque – ne répondant que partiellement aux conseils des scientifiques ou à ceux des élus.

► | Citoyenneté | Droit | Management | Santé publique

Droits sociaux : comment la crise sanitaire fragilise un peu plus le principe d'universalité

Olivier Giraud, Conservatoire national des arts et métiers et Nadège Vezinat, Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)

3 novembre 2020

Alors que le gouvernement a présenté le 3 septembre dernier un plan de relance censé limiter les dégâts économiques de la crise sanitaire en cours, la crise sociale sous-jacente à l'épidémie questionne à nouveaux frais la conditionnalité des droits sociaux à une participation régulière au marché du travail. Même si les réponses sanitaires ont été contrastées selon les pays révélant des systèmes sociaux différents ; en France, l'emploi constitue en effet non seulement une source de rémunération, mais aussi le moyen privilégié d'accès aux droits et protections sociales.

► | Economie | Emploi | Société

Coronavirus et crise économique: le retour de l'État stratège?

Pascal Charpentier, maître de conférences en gestion au Cnam, directeur de l'Intec

22 avril 2020

Il y a quelque chose d'étrange dans la crise économique violente dans laquelle nous sommes entrés. Beaucoup l'avaient vu venir : ils étaient en effet nombreux les économistes et analystes financiers à prédire une crise en 2020, leurs supputations alarmistes ne s'étant pas réalisées en 2019, année où les records enregistrés par les marchés boursiers commençaient déjà à inquiéter.

► | Climat Libellé inconnu | Economie | Industrie | International | Santé publique | Environnement

COVID TRACKING : jusqu'où serons-nous collectivement prêts à abdiquer la protection de nos données personnelles?

Guillaume DESGENS-PASANAU, magistrat, professeur associé au Cnam, ancien directeur juridique de la CNIL

21 avril 2020

Alors que nous traversons la plus grave crise sanitaire de l'histoire moderne, il nous appartient collectivement de veiller à ne pas porter une atteinte irréversible à nos libertés fondamentales et individuelles.

► | Droit | Innovation | Informatique | Numérique | Sécurité | Société

Les spécificités territoriales, grandes oubliées de l'analyse de la crise

Laurent Cappelletti professeur titulaire de chaire Comptabilité Contrôle de gestion

17 avril 2020

L'impact du Covid-19 (hospitalisations, décès, guérisons...) donne trop souvent lieu à des analyses territoriales, nationales ou internationales, peu rationnelles quant à la qualité des systèmes de santé et de gouvernance de la pandémie. La tendance est de comparer la France à d'autres pays qui auraient mieux résisté au virus, au regard, notamment, du nombre de décès qui en résulte, comme c'est le cas en Allemagne, Autriche, Suède, Corée du Sud... pour en conclure que leur système de santé et de gouvernance sont bien plus performants que le nôtre et nous inviter donc, par transitivity, à les copier.

► | Santé publique | Société | Economie

Des élus sous influence

François Nicolle Assistant enseignant-chercheur ICD Paris - Propedia, doctorant au LIRSA

4 mars 2020

Le scrutin municipal des 15 et 22 mars revêt un rôle symbolique majeur car il s'agit de l'échelon politique le plus proche des administrés, et celui pour lequel ils ont le plus confiance. La première qualité évoquée par les Français pour accorder leur confiance envers les personnalités politiques est l'honnêteté. Une solution pour développer ce sentiment d'honnêteté pour le décideur public est d'offrir de la transparence autour de ses décisions. Celle-ci permet au citoyen de comprendre les mécanismes orientant les choix de ses représentants et de mettre en lumière les actions d'influence exercées par les entreprises ou les lobbies sur les élus locaux. Or ces actions de lobbying au niveau local sont fréquentes, au point que certaines universités et cabinets d'influence proposent des formations dédiées au lobbying territorial.

► | Citoyenneté | Economie

Reconnaissance faciale et libertés fondamentales : où en sommes-nous ?

Interview de Guillaume Desgens-Pasanau, magistrat et professeur associé au Cnam

27 février 2020

Des portiques de sécurité biométriques à l'entrée des établissements scolaires à la gourmandise en datas des GAFAMs, les projets et expérimentations de dispositifs utilisant la reconnaissance faciale rassurent autant qu'ils inquiètent, au point d'avoir amené la Cnil à publier en novembre dernier une série de recommandations appelant à un usage raisonné de cette technologie. En toile de fond de ces débats, un tiraillement entre enjeux sécuritaires et protection des libertés fondamentales semble inéluctable : la sécurité commence-t-elle nécessairement par-delà les frontières des libertés individuelles ? Quelles menaces réelles la reconnaissance faciale fait-elle aujourd'hui peser sur nos droits fondamentaux ? Guillaume Desgens-Pasanau, magistrat et professeur associé au Cnam spécialisé en droit du numérique, ancien directeur juridique de la Cnil, fait le point sur la législation existante... et sur ses limites.

► | Citoyenneté | Droit | Innovation | Numérique | Sécurité | Société

<https://blog.cnam.fr/societe/politique/social-971998.kjsp?RH=1516962019884>